

Que signifie « la guerre en Ukraine s'enlise » ?

En évitant de parler de guerre, mais « d'opération spéciale », Poutine pensait certainement à une opération militaire rapide. Elle devait se solder par la chute du gouvernement ukrainien et permettre à l'impérialisme russe de regagner le contrôle politique, militaire et économique de l'Ukraine, pour empêcher qu'elle ne devienne un poste avancé des puissances impérialistes occidentales, des USA et de l'Otan. C'est pour cela que nous avons tout de suite dénoncé cette « guerre impérialiste de repartage » et que nous nous sommes opposés à la participation de l'impérialisme français. Une position prise par les partis et organisations de la CIPOML qui mènent campagne contre cette guerre impérialiste. Très rapidement, les puissances impérialistes occidentales, sous la houlette de l'impérialisme étasunien, ont apporté un soutien militaire et politique à Zelensky, qui a pris la tête d'une sorte de « croisade » anti-russe. Sous couvert de résistance à l'invasion russe, il s'est fait le porte-parole national et international des intérêts de l'impérialisme occidental, de l'Otan. Ses adresses quotidiennes, retransmises dans un très grand nombre de pays,

sont des appels incessants à livrer plus d'armes, à aggraver les sanctions contre la Russie. Parallèlement, il a renforcé sa mainmise sur l'Etat et toute la société ukrainienne et mis en œuvre une politique anti-ouvrière et anti-sociale. L'échec de « l'opération spéciale » est patent. Les pertes humaines et matérielles sont très importantes, même si le régime russe les minimise. La décision de Poutine, prise le 25 août, d'augmenter de 137 000 le nombre de combattants d'ici le 1er janvier 2023 pour atteindre le chiffre officiel de 1,15 million de soldats actifs, est directement liée à la nécessité de combler les pertes subies en Ukraine. L'opposition à cette guerre existe en Russie, même si elle est très réprimée. Poutine sait qu'elle sera encore plus forte en cas de « mobilisation générale ». La centrale nucléaire de Zaporijia est la cible de bombardements, invariablement attribués à la Russie qui rejette la responsabilité sur les dirigeants ukrainiens. Le « chantage » à l'accident nucléaire fait partie de cette guerre. Alors que les services de renseignement occidentaux se disent capables de tracer le processus de fabrication de kérosène, dans lequel est impli-

qué TotalEnergies, depuis le site d'extraction du « condensat de gaz » en Sibérie, jusqu'aux bombardiers russes impliqués dans les bombardements de Marioupol, « on ne sait pas qui tire les missiles sur la centrale » !? Un signe ne trompe pas : Zelensky a reconnu que depuis que les experts de l'AIEA (Agence internationale de l'énergie atomique) sont sur place, des tirs de missiles ukrainiens ont été tirés « près de la centrale », visant des positions militaires russes. La guerre s'installe, car Poutine ne peut se retirer de l'Ukraine et parce que les puissances occidentales veulent affaiblir au maximum celui qu'elles considèrent comme leur ennemi sur le continent européen. L'impérialisme US ne cesse d'alimenter le régime de Zelensky en armes, pour « tenir » face à l'arsenal russe. Les alliés européens membres de l'Otan envoient des armes et veulent installer des centres de formation pour l'armée ukrainienne « dans les pays frontaliers ». Tous les dirigeants des pays impérialistes engagés dans cette guerre, aux côtés des USA, veulent « afficher leur détermination collective face aux interrogations sur une possible lassitude des opinions publiques occidentales ». Il ne leur vient pas à l'esprit que le

peuple ukrainien est lui aussi « las » de cette guerre qu'il subit ? Ni que cette « lassitude » est de plus en plus un refus de cette guerre par les travailleurs, les jeunes, les masses populaires qui en subissent les conséquences ? ★

Rappel de nos positions

Condamnation de l'invasion russe.
Opposition aux USA, à l'Otan et à l'UE qui envoient armes et argent.
Condamnation de la guerre impérialiste de repartage.
Opposition à la participation de la France à cette guerre ; dénonciation de son alignement sur l'Otan.
Non à la livraison d'armes et non à la militarisation.
Refus de se mettre derrière le régime de Zelensky qui ne mène pas une guerre de libération nationale, mais une guerre contre la Russie pour rallier le camp de l'Otan.
Soutien aux forces en Ukraine qui dénoncent le régime Zelensky et ses lois ultra libérales.
Soutien aux forces qui, en Russie, dénoncent la guerre.
Lutte pour refuser de « payer la guerre », dénonciation des va-t-en-guerre et des profiteurs de guerre.

Taiwan

Provocations étasuniennes contre la Chine

En pleine guerre en Europe, les dirigeants étasuniens attisent directement les tensions avec la Chine. Cette fois, c'est autour de Taïwan qu'ils ont décidé de provoquer les dirigeants chinois. La présidente de la Chambre des représentants, N. Pelosi, a effectué une tournée qui l'a menée à Taïwan, Séoul et Tokyo. C'est la visite à Taïwan qui a suscité des réactions très vives de la Chine, mais elle a également provoqué des réactions négatives de la part des dirigeants de la Corée du Sud et de ceux du Japon, pourtant alliés importants de l'impérialisme US. Si les dirigeants de ces deux pays ont comme priorité de resserrer les liens avec l'administration étasunienne, ils n'ont pas apprécié d'être mis devant le fait accompli (1). Ils essaient de ne pas être entraînés par les USA dans une confrontation directe avec la Chine. Parce qu'ils ne sont pas prêts, parce qu'une grande partie de l'opinion publique de leurs pays y est opposée, et parce qu'ils seront en première ligne, alors que l'impérialisme US ne le sera pas.

sur l'île de Taïwan depuis 25 ans. Elle a été saluée avec enthousiasme par les dirigeants de l'île, notamment sa présidente issue d'un parti nationaliste, d'autant que Pelosi a tenu à l'assurer du soutien des USA. Cette visite a été désapprouvée à plusieurs reprises par les dirigeants chinois, qui considèrent que l'île de Taïwan est chinoise et que l'inévitabilité de son rattachement à la Chine continentale est actée depuis que les Nations Unies ont reconnu la RPC comme seule représentante de la Chine. Ils ne céderont pas sur cette question. Jusqu'aujourd'hui, la doctrine officielle des USA se caractérise par « une ambiguïté stratégique », consistant à avoir des relations d'Etat avec la RPC et de ne pas avoir de relations diplomatiques avec Taïwan. Mais ils développent d'importants liens économiques, notamment dans le domaine de la fabrication des semi-conducteurs (2). Ils vendent également des armes (66 avions de chasse F16 pour 64 milliards de \$ en 2019) et surtout, Biden a affirmé à plusieurs reprises que les USA « interviendraient » en cas d'attaque de la Chine contre Taïwan. L'objectif et les conditions mêmes de la visite de Pelosi doivent être mis en lien avec l'actuelle guerre en Ukraine ; la Chine étant présentée comme

l'agresseur potentiel, à l'image de la Russie. Le choix de la date – au moment d'importantes manœuvres chinoises sur terre, en mer et dans les airs – a pour but de montrer « au monde entier » que la Chine a une capacité de blocage de l'économie mondiale, en contrôlant le détroit de Taïwan par lequel sont passés 48 % des porte-conteneurs qui naviguent dans le monde durant les sept derniers mois. C'est précisément ce qui s'est passé au moment de la visite de Pelosi et après, suite aux manœuvres de l'armée chinoise de très grande ampleur qui ont complètement isolé l'île et, par voie de conséquence, ont paralysé le trafic maritime et aérien pendant plus de 3 jours.

Une leçon de la guerre en Ukraine

Si la méthode a déplu aux dirigeants des autres pays alliés des USA de la région, (qui n'ont pas été consultés sur ce voyage), ils ont néanmoins « entendu le message ». Le gouvernement japonais, qui a condamné la violation durant ces manœuvres de sa zone économique exclusive, veut passer le niveau de son budget militaire à 2 % du PIB. Pour les dirigeants de Taïwan, elle se

résume au principe suivant : il faut se préparer à une guerre asymétrique, comme celle que mène le régime ukrainien, sans entrer dans une course aux armements lourds qui est « perdue d'avance », vu la disproportion des moyens. D'où une réorientation des livraisons d'armes, vers celles « plus légères », comme les missiles portatifs, drones... Et il est déjà question de passer de 4 mois à une année la durée du service militaire obligatoire à Taïwan. Parallèlement à cette opération, des responsables étasuniens, australiens, néozélandais et japonais, se sont rendus dans les îles Salomon, pour essayer de contrer l'influence économique, politique et militaire que la Chine a gagnée ces dernières années. C'est avec des « dons » et des « prêts » qu'ils espèrent y parvenir. ★

La visite de Pelosi : une provocation calculée

C'est la première visite officielle d'un représentant étasunien d'un tel niveau

1. La grande base US d'Okinawa, au Japon, a assuré la « protection » de la visite de Pelosi à Taïwan ; une façon de rappeler aux dirigeants du pays qu'ils sont de fait une « cible » militaire de la Chine.
2. Voir le numéro 2 de notre revue Rupture, avril 2022. Lors de sa visite éclair, Pelosi a rencontré le pdg du leader mondial dans ce domaine, TSMC.